L'ENTRETIEN

Vous êtes historien et auteur, avec le dessinateur Étienne Davodeau, d'une bande dessinée : *La Balade nationale : les origines*. C'est un tour de France en monospace avec six personnages historiques qui remontent le fil de l'histoire de notre pays… Faire une bande dessinée quand on est historien, est-ce vraiment sérieux ?

Quand on pense à l'histoire de France depuis les origines de la France, on pense toujours en termes d'images. Or, ces images-là figent le passé plutôt qu'elles ne l'expliquent et la bande dessinée permet de les démonter en partant d'elles pour raconter une histoire et en montrant comment elles font en quelque sorte écran entre le passé et nous.

> « L'imagination d'un historien est une qualité essentielle. »

Est-ce que cela veut dire que l'imagination fait partie des qualités d'un bon historien ?

Le grand historien Lucien Febvre disait que la principale qualité d'un historien est l'imagination. C'est une qualité essentielle parce qu'il y a des trous dans la documentation qui nous vient du passé. On n'a pas d'archives sur tout, donc l'historien est toujours obligé de faire jouer son imagination pour essayer de savoir ce que les archives ne disent pas.

Dans la bande dessinée, les personnages s'interrogent sur la façon de reconstituer l'histoire et se demandent si les sources écrites sont suffisantes. À un moment donné, ils rencontrent sous l'Arc de triomphe le Soldat inconnu qui, lui, n'a rien écrit. Comment l'historien fait-il pour reconstituer la vie de ces gens qui n'ont pas laissé beaucoup d'indices de leur passé ?

L'immense majorité des gens sont des anonymes. Et c'est pour cela d'ailleurs que le fait que le camion soit conduit par Jules Michelet est important. Michelet au XIXe siècle est le premier historien qui va travailler sur des archives et non sur des récits de chroniqueurs.

En fait, le choix des dates est surtout une affaire de politique ?

Oui, bien sûr, c'est profondément politique puisque si on prend des personnages comme Vercingétorix, Clovis ou même Saint Louis, ce que nous appelons la France n'existe pas alors. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas l'étudier : les hommes préhistoriques ne sont évidemment pas des Français, mais ils ont laissé sur le territoire qui est aujourd'hui le territoire de la France des traces qu'il est très important de connaître et de savoir étudier.

Y a-t-il aujourd'hui une date plus qu'une autre qui marquerait le début de l'histoire de France, par exemple dans les programmes scolaires ou dans la vision politique de nos dirigeants ?

On a entendu encore il y a peu de temps des gens défendre l'idée du baptême de Clovis au motif précisément qu'il fallait faire de la France une France chrétienne. C'est une théorie que l'on trouve plutôt à droite. À gauche, on va chercher davantage un héritage qui est celui de la Révolution française. Certains pourront d'ailleurs défendre l'idée que ce qu'on appelle aujourd'hui le peuple est une création de 1789 et, en ce cas, 1789 est une origine.

Dans votre bande dessinée, il y a aussi une scène où Marie Curie se fâche avec Molière parce qu'il ne parle que des hommes dans l'histoire de France. Est-il encore vrai que, dans l'histoire fabriquée par les historiens depuis des siècles, les hommes ressortent beaucoup ?

Depuis les années 1970, les historiennes dans un premier temps puis les historiens ont énormément travaillé sur l'histoire des femmes. Pour les femmes il y a beaucoup moins d'archives et, la plupart du temps, ce sont des archives constituées par des hommes et non des témoignages, ce qui fait qu'on a souvent accès à l'histoire des femmes par le discours que les hommes ont tenu sur elles.

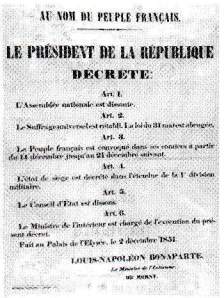
SYLVAIN VENAYRE est historien. Spécialiste d'histoire culturelle, il a notamment travaillé sur l'histoire du voyage.

L'entretien dans son intégralité

Podcast

www.lienmini.fr/hggsp1-01

> La trace : Décret de 403 avant J.-C. confirmant l'attribution de la citoyenneté aux Samiens, marbre, Musée de l'Acropole, Athènes. >> p. 33



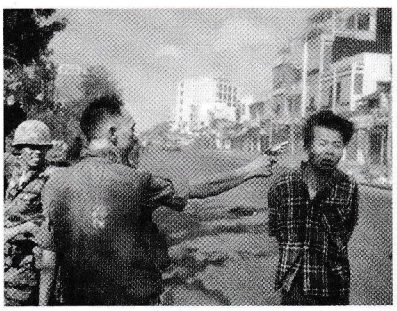
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉCRÈTE:

Art. 1.
L'Assemblée nationale est dissoute.
Art. 2.
Le Suffrage universel est rétabli. La loi du 31 mai est abrogée.
Art. 3.
Le Peuple français est convoqué dans ses comices à partir du 14 décembre jusqu'au 21 décembre suivant.
Art. 4.
L'état de siège est décrété dans l'étendue de la 1re division militaire.
Art. 5.
Le Conseil d'État est dissous.
Art. 6.
Le Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.
Fait au Palais de l'Élysée, le 2 décembre 1851.

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

> L'archive : Décret du Président Louis-Napoléon Bonaparte au moment du coup d'Etat du 2 décembre 1851, conservé au Château de Versailles. >> p. 47



> Le témoignage : photographie du reporter américain Eddie Adams parue dans le *New York Times* montrant le chef de la police nationale tirant sur un suspect vietcong, le 1er février 1968 dans une rue de Saïgon, au Vietnam. >> p. 233

> Le récit : « Le couronnement de Charlemagne », extrait des *Grandes Chroniques de France*, 1375-1380, ouvrage conservé à la Bibliothèque nationale de France, Paris. >> p. 276

L'ENTRETIEN

MARIE-FRANÇOISE DURAND
est la créatrice de l'Atelier de cartographie de Sciences Po

L'entretien dans son intégralité

Podcast
www.lienmini.fr/hggsp1-02

Vous êtes l'ancienne directrice de l'Atelier de cartographie de Sciences Po et vous avez cordonné l'ouvrage *Espace mondial. L'Atlas*. Faire des cartes et faire de la géographie, est-ce la même chose ?

Non, ce n'est pas la même chose et, en même temps, c'est un compagnonnage indissociable. Faire de la géographie, c'est étudier la façon dont les sociétés produisent l'espace et y agissent. Faire de la cartographie, c'est représenter, fabriquer des images. Pendant très longtemps, les géographes ont eu le monopole de la représentation cartographique. Aujourd'hui, il y a toutes sortes d'outils utilisés par les infographistes pour faire des cartes. La cartographie s'est beaucoup développée. La géographie, qui traditionnellement en France travaillait sur l'articulation entre les données naturelles et les sociétés, est devenue une science sociale. On peut très bien être géographe en cartographiant très peu et être cartographe en n'étant pas géographe.

Alors, à quoi sert un géographe s'il ne sert pas à faire des cartes ?

Un géographe sert à comprendre comment l'espace se construit, comment il est fait d'une dimension territoriale, multiscalaire – des États, des régions à l'intérieur des États, des ensembles régionaux au-dessus des États – mais aussi de réseaux et de flux. C'est pour cela que l'analyse est de plus en plus complexe.

Quelle est la différence entre un espace et un territoire ?

Par facilité de pensée et par habitude acquise depuis des siècles, on assimile la dimension territoriale à un territoire national. Ainsi, quand on fait une carte de la population ou de la richesse, on la fait à l'échelle des États en distinguant des territoires nationaux. On l'envisage aussi de façon multiscalaire, c'est-à-dire des territoires à l'intérieur de ces États – qui peuvent être urbains, périurbains, ruraux, déclassés ou au contraire en dynamique de développement –, et puis à l'échelle au-dessus des États, par exemple l'Union européenne ou l'espace Schengen. En revanche, ce qu'on a plus de mal à intégrer, c'est que les dynamiques de ces territoires sont liées à la façon dont ils sont irrigués par des réseaux et par des flux qui sont de plus en plus transnationaux.

Faire de la géographie, c'est étudier la façon dont les sociétés produisent l'espace et y agissent.

Dans *Espace mondial. L'Atlas*, il y a une carte des flux de migrants entre 2010 et 2015. Souvent dans les cartes de migrations, on aperçoit l'Europe, un peu d'Afrique du Nord, la Méditerranée, pas beaucoup plus. Peut-être y avait-il l'ambition de dépasser cette vision habituelle ?

Oui, pour plusieurs raisons. Pendant très longtemps, les seules données dont on disposait étaient celles de l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques], donc de quelques pays développés. L'image était extrêmement partielle car on voyait les populations du Sud converger vers les pays développés. Avec des bases de données à l'échelle mondiale, on dispose de tous les mouvements d'un pays vers un autre. Le multiscalaire est absolument indispensable : on voit bien que les flux les plus importants sont entre l'Asie de l'Ouest et le Moyen-Orient, à l'intérieur de l'Europe, de l'Asie vers les Amériques, de l'Amérique du Sud vers l'Amérique du Nord.

Pourquoi avoir réalisé cette carte ?

Cette carte est à la fois très simplifiée et assez compliquée. Très simplifiée car on a fait des agrégats régionaux avec des migrations internationales qui comptabilisent les mouvements entre les États. Si on les avait tous représentés, la carte serait totalement illisible. Cette carte situe les migrations internationales à l'échelle mondiale. Elle ne dit pas tout. Elle n'affine pas les mobilités qui se font généralement par étapes. Compléter cette carte avec des diagrammes est très intéressant pour voir l'évolution dans le temps, des flux internes aux régions et des flux externes. On peut aussi compléter par un diagramme avec une différenciation : par exemple entre les migrants internationaux pour le travail et les réfugiés (en fait des demandeurs d'asile avant d'avoir le statut de réfugiés) qui fuient pour des questions de conflits ou des raisons climatiques.

Pourquoi le terrain – le fait d'aller interroger les gens, d'aller observer – est-il aussi complémentaire de tout ce que vous avez évoqué dans cet entretien ?

Quand on est sur un terrain, qu'il soit urbain, proche, lointain, rural, très dense ou peu occupé, on est en état d'observer concrètement des pratiques spatiales : comment on se déplace, comment on produit, où on achète… C'est une dimension très importante de la géographie. Elle est complémentaire de ce que peuvent fournir les très grandes bases de données mondiales.

LA SCIENCE POLITIQUE

L'ENTRETIEN

HÉLÈNE COMBES
est chercheure en science politique, chargée de recherche au CNRS (CERI-Sciences Po) et rédactrice en chef de la revue *Critique internationale*.

Podcast
www.lienmini.fr/hggsp1-03

Qu'est-ce qu'étudie la science politique ?

Nous travaillons sur tous les phénomènes politiques au sens large du terme. Jusqu'aux années 1980, la science politique a eu un compagnonnage avec le droit : donc les chercheurs s'intéressaient surtout aux institutions, c'est-à-dire à l'État, à la nature démocratique ou dictatoriale des régimes politiques mais également aux partis politiques, et évidemment au vote qui permet d'exprimer les préférences des citoyens. Dans les années 1980, la science politique s'est rapprochée de la sociologie. La science politique s'est donc intéressée au phénomène politique de manière beaucoup plus large, en étudiant toutes les formes de participation politique, les mouvements sociaux, les manifestations mais également la manière dont certaines catégories sociales vivent les questions politiques.

Vous êtes spécialiste de l'Amérique latine et plus précisément des mouvements sociaux à Mexico. Qu'est-ce qu'un mouvement social ? Comment avez-vous travaillé ?

Un mouvement social, c'est d'abord un type d'action. Souvent ce sont des manifestations massives qui portent une revendication et qui interpellent l'État. Dans mon étude sur les mouvements sociaux à Mexico, mon équipe et moi avons appliqué des questionnaires dans des manifestations, ce qui correspond à une méthode quantitative. Cependant, à partir de ces questionnaires, nous avons réalisé un entretien approfondi, dans une démarche plus qualitative, avec un échantillon de militants, pour connaître comment ils s'étaient engagés, s'ils étaient venus seuls, avec une organisation de quartier ou en famille, comment ils avaient été informés de la manifestation. Pendant très longtemps, on a opposé la rue aux urnes avec l'idée que ceux qui manifestaient ne votaient pas et vice versa. Notre étude dans le contexte mexicain a montré que ceux qui participent aux manifestations votent aussi très massivement.

> « La science politique s'est rapprochée de la sociologie. »

Est-ce qu'il suffit d'interroger des individus pour avoir une analyse satisfaisante des phénomènes politiques ? La presse ou encore les discours politiques sont-ils aussi des indices intéressants ?

Il faut observer ces matériaux avec distance. La presse a tendance à mettre en avant des personnes phares. Aux élections présidentielles de 2018 au Mexique, la presse a attribué la victoire de López Obrador à son seul statut de leader charismatique. J'ai démontré le poids des réseaux territoriaux dans cette victoire : des milliers de personnes ont fait du porte-à-porte dans les milieux populaires pendant une dizaine d'années. Si je m'étais concentrée sur la presse, je me serais juste intéressée à la figure de López Obrador.

Objet de recherche	**Les manifestations au Mexique,** pays où les citoyens ont très souvent recours aux manifestations.
Hypothèse	**Hélène Combes** a fait l'hypothèse que ces manifestations s'expliquaient par une culture contestataire et a cherché à en comprendre l'origine.
Méthodes utilisées	**1. Questionnaires distribués aux manifestants.** Questions portant sur des variables comme les caractéristiques sociales, le niveau d'éducation, les engagements politiques (vote, militantisme politique, syndical, associatif), la fréquence de participation aux manifestations, les personnes avec qui ils s'y rendent, la croyance dans l'utilité de ces manifestations. **2. Sélection d'un échantillon représentatif**[1] **de 20 participants et entretiens individuels en face en face,** chez eux ou dans leur quartier. **3. Suivi des enquêtés pendant 10 ans,** en les accompagnant dans des activités politiques ou dans la vie quotidienne.
Analyse des résultats	Confirmation de la très forte culture manifestante des enquêtés : – le recours à la manifestation s'inscrit dans la vie quotidienne ; – la spécificité latino-américaine : pour des milieux populaires qui ne partent jamais en vacances, contester est devenu une forme de « vivre ensemble ».

1. Un échantillon représentatif a les mêmes caractéristiques sociales, économiques et géographiques et la même proportion d'hommes et de femmes que l'ensemble de la population étudiée (ici, les manifestants).

L'ENTRETIEN

MANUEL BUFALA
est diplomate, chargé de politique européenne.

L'entretien dans son intégralité

Podcast
www.lienmini.fr/hggsp1-04

Vous voyagez dans de nombreuses zones géographiques, passant récemment du Maroc à Bruxelles pour travailler sur le processus de paix au Proche-Orient. Est-ce que le mot « diplomate » est le plus simple pour décrire votre activité au quotidien ?

On utilise le mot « diplomate » pour parler de tous les hommes et toutes les femmes qui travaillent dans la diplomatie. Dans le droit, c'est un statut qui donne droit à des immunités, notamment lorsque le diplomate est accrédité auprès d'un État à l'étranger. Il a le droit, depuis les conventions de Vienne, à des protections qui lui permettent de travailler en indépendance et sans qu'il puisse faire l'objet de pressions de la part de l'État hôte. Depuis longtemps, même avant les conventions de Vienne, on a toujours pensé qu'il fallait protéger le messager, celui qui vient négocier, pour qu'on donne une chance à un règlement pacifique des conflits.

Est-ce qu'un diplomate fait, au sens propre du terme, de la géopolitique ?

La géopolitique est un outil pour le diplomate. Il a besoin de comprendre quelles sont les relations entre un territoire donné et ses structures sociales et politiques, pourquoi sur un territoire un État a défini ses frontières de telle manière, pourquoi dans un pays donné il y a des populations qui ont une identité particulière du fait qu'elles vivent dans ce territoire.
On peut dire qu'il y a quatre grandes fonctions pour un diplomate : il y a celle de négocier dans un cadre multilatéral ou bilatéral. Un cadre multilatéral, c'est par exemple l'Organisation des nations unies (ONU) où pratiquement tous les États du monde sont représentés et où des résolutions sont adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies. Quand le diplomate représente son pays auprès de cette organisation, sa principale tâche va être de négocier dans ce cadre multilatéral avec les autres pays pour défendre les intérêts du sien. La deuxième grande fonction du diplomate, c'est celle d'anticiper et c'est sûrement là que la géopolitique est la plus mobilisée. Lorsque l'on veut anticiper ce qui va se passer dans un territoire, dans un pays, dans une région donnée, il faut comprendre quelles sont les relations entre la géographie, l'histoire et de quelle manière cette géographie va influencer l'évolution du pays. Par exemple, lorsque l'on étudie la politique étrangère de la Russie, c'est vraiment le facteur de l'accès aux mers chaudes qui a influencé, au moins depuis le XVIII[e] siècle la façon dont elle se comporte avec ses voisins, dont elle définit sa politique étrangère et dont elle protège ses intérêts dans les organisations internationales.

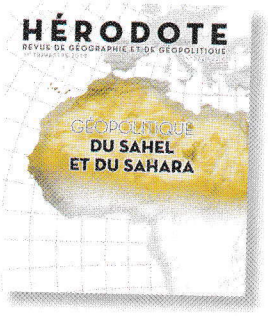
D'après vous, est-ce pour cela que le mot « géopolitique » s'est formé à partir de « politique » et de « géographie » ?

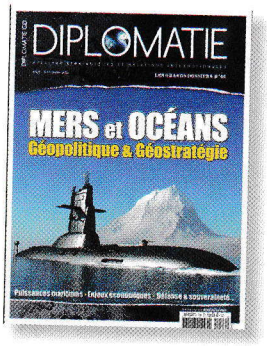
Tout à fait, les rapports politiques entre États ont longtemps été uniquement régis par des logiques de force qui aboutissaient à la volonté des États d'agrandir leur territoire. Le rapport entre la géographie et la géopolitique était alors à son maximum. Aujourd'hui, les nations représentées notamment aux Nations unies se sont entendues pour décider qu'il fallait encadrer le recours à la force, que les agressions contre les États souverains étaient interdites. Donc la logique d'invasion et la logique de forteresse ont été remises en cause parce qu'il y a un droit largement reconnu dans la communauté internationale : il dit que toute annexion de territoire par la force est interdite. Prenons l'exemple de l'invasion du Koweït par l'Irak en 1991 : cette invasion a provoqué une réaction presque unanime de la communauté internationale qui l'a dans l'ensemble condamnée et qui a ensuite donné mandat à une coalition pour rétablir la souveraineté et l'État du Koweït dans son territoire.

Vous disiez que négocier et anticiper étaient les deux premiers rôles du diplomate. Quels sont les deux autres ?

Il y a celui de communiquer, parce qu'aujourd'hui nous ne sommes plus au temps où la diplomatie se faisait derrière des portes closes. Bien sûr, on ne peut pas négocier de façon ouverte avec tout le monde. Mais, de plus en plus, les États communiquent sur leur politique étrangère, expliquent pourquoi ils prennent une décision, publient les accords qu'ils passent avec les autres États. Le rôle du diplomate, c'est aussi expliquer. On lui demande aujourd'hui d'être présent sur les réseaux sociaux, de parler aux journalistes, de participer aux débats nationaux, notamment pour expliquer pourquoi telle décision est prise, comment elle va permettre de protéger les Français, comment elle va contribuer à l'ambition première de la politique étrangère française qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales.

Unes de presse en géopolitique





Enfin, sa dernière fonction, c'est aussi de protéger à travers le réseau diplomatique et consulaire. L'État français permet à chaque citoyen français résidant à l'étranger de bénéficier d'une protection consulaire qui lui permet, dans le cas où il serait poursuivi, de bénéficier de l'aide et du suivi des autorités consulaires. C'est aussi protéger nos intérêts économiques car même si la priorité est avant tout la paix et la sécurité internationales, il y a toujours des compromis à faire. Par exemple, lorsque l'on définit comment on va sanctionner la Russie pour l'amener à reconsidérer sa position en Crimée.

> « La géopolitique est un outil pour le diplomate. »

Comment cela se passe à l'échelle de l'Union européenne ? Dans quelle mesure l'Union européenne est-elle un soutien à la diplomatie plutôt qu'un obstacle ?

Lorsque l'on négocie avec la Chine qui est aujourd'hui la seconde puissance économique mondiale et qui s'affirme de plus en plus comme une puissance militaire et politique, il est très important que l'Europe, qui peut tout à fait rivaliser avec la Chine, parle d'une voix unie. Cela permet de mettre en adéquation la nécessité de coopérer avec la Chine, qui est le premier partenaire commercial de l'Union européenne, et l'impératif de se protéger des interventions qui viseraient à affaiblir le marché commun européen ou à diviser les États de l'Union européenne.

Est-il déterminant quand on est diplomate d'avoir cette maîtrise des enjeux internationaux à l'échelle mondiale ?

Oui, la diplomatie française se veut une diplomatie universelle, c'est-à-dire que nous avons un réseau international : 160 ambassades, 90 consulats, 16 représentations permanentes. Lorsque l'on veut devenir diplomate, il faut être capable de mobiliser des connaissances sur l'ensemble du monde. Il est bien aussi de développer des spécialités, mais cela ne doit pas nous conduire à ignorer telle ou telle partie du monde. Lorsque l'on souhaite devenir diplomate, il faut être friand d'actualité, comprendre quelles sont à plus long terme les grandes tendances historiques qui influencent les relations internationales. Il faut apprendre à se mettre à la place de l'autre, l'empathie est une des principales qualités du diplomate. Il faut aussi être capable de créativité car, de plus en plus, il nous faut trouver des solutions innovantes pour continuer à empêcher les conflits. Par exemple, différents espaces géographiques ont été mis à l'abri des rivalités entre États, comme l'Antarctique qui à travers un traité en 1959 a été retiré des convoitises des États qui pouvaient viser à s'approprier ses ressources. Il y a la mer qui a été réglementée, de façon à ce que les conflits sur les ressources marines soient réglés de manière pacifique. Aujourd'hui on a d'autres enjeux : il va falloir trouver des solutions innovantes pour réussir à réguler les conflits dans l'espace, les potentiels conflits dans le cyberespace, réguler la façon dont les ressources de l'Arctique vont être exploitées entre les différents États qui le bordent. Avec la fonte des glaces, de nouvelles ressources deviennent accessibles, ce qui éveille beaucoup de convoitise et, là, le diplomate a pour mission de définir un cadre dans lequel vont pouvoir être réglés les différends entre ces États de manière pacifique.

Les élèves qui démarrent ce programme en 1re n'ont jamais fait de géopolitique à proprement parler, ils ont fait de l'histoire, de la géographie. Étiez-vous bon en histoire-géographie au lycée, et est-ce que ça a été déterminant pour la suite ?

Oui, l'histoire et la géographie ont toujours été ma matière préférée. Pour être honnête, je dévorais le manuel d'histoire-géographie dans la première semaine après l'avoir reçu et je passais beaucoup de temps à consulter des atlas. La géographie et l'histoire sont des disciplines essentielles pour effectuer le métier de diplomate. La géopolitique est probablement un terme qui est arrivé à mes oreilles au lycée, et j'y ai trouvé beaucoup d'intérêt car on commence à appréhender de manière beaucoup plus concrète pour quelles raisons le monde est tel qu'il est, pourquoi les frontières sont là où elles sont, pourquoi il y a une crise dont on parle aux informations depuis tant d'années… C'est une matière extrêmement éclairante pour un lycéen. Il pourra appréhender de façon beaucoup plus claire et lucide l'actualité mondiale et avoir un regard critique sur ce qu'il lit. C'est donc impératif que chaque étudiant puisse avoir une formation en géopolitique s'il souhaite poursuivre dans les métiers à l'international.

LES MÉTIERS DE LA GÉOPOLITIQUE

Domaines d'activités présentant une dimension internationale

> Défense > Sécurité/sûreté > Affaires internationales > Intelligence économique > Finance > Industrie > Diplomatie > Conseil > Gestion des risques > Médias et audiovisuel > Justice > Éducation > Recherche…

Différents types de structure privée ou publique

> Organisations gouvernementales françaises > Gouvernements étrangers > Organisations internationales > Bailleurs de fonds > ONG > Fonction publique européenne > Grandes entreprises > Collectivités territoriales et locales > Cabinets conseils > Instituts de recherche > Établissement d'enseignement supérieur…

Des emplois très variés

> Analyste > Conseiller stratégique > Gestionnaire de projets > Directeur de programme > Responsable achats > Chargé de plaidoyer > Chargé de communication > Lobbyiste > Attaché parlementaire > Chargé des relations institutionnelles > Négociateur > Expert juridique > Journaliste spécialisé > Chargé de relations publiques > Chercheur > Enseignant…

QUESTIONS

1. Écoutez le podcast. Pourquoi le diplomate a-t-il besoin de l'histoire et de la géographie dans ses différentes missions ?
2. Quelle définition Manuel Bufala donne-t-il de la géopolitique ?
3. Quelles missions la diplomatie se fixe-t-elle ?
4. Quelles sont les qualités d'un bon diplomate ?